

Entreprises sociales d'insertion en Suisse

Le revers d'une dépendance aux dispositifs publics d'insertion

Véronique TATTINI ANTONIN* et Marie-Danièle BRUTTIN TROUTOT

L'originalité des entreprises sociales d'insertion tient au fait d'engager des travailleurs en situations de handicap ou, plus largement, en difficultés, dans un contexte de production et de vente similaire à celui du marché ordinaire. Pourtant, la dépendance à des dispositifs d'insertion publics n'est pas sans obstacles pour les entreprises sociales elles-mêmes et leurs travailleurs. Ces obstacles sont liés au manque de reconnaissance des apports des entreprises sociales par les pouvoirs publics.

1. Contexte de l'étude des entreprises sociales d'insertion en Suisse

Le terme d'entreprise sociale est de plus en plus en vogue dans divers pays, que ce soient dans les discours politiques ou les pratiques de terrain en matière d'insertion. En Suisse, cette agitation récente autour de la notion d'entreprise sociale est liée à la discussion des emplois à 1 000 francs¹, mais également à l'introduction des nouvelles directives de la conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) qui insistent sur la réinser-

* Responsable de recherche, Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale, Valais, Sion (Suisse).

Courriels: veronique.tattini@hevs.ch; marie-daniele.bruttin-troutot@etat.ge.ch

1 Depuis peu, il existe en ville de Zurich des emplois à salaire partiel dits *jobs* à 1 000 francs. L'employeur – parfois des entreprises sociales – verse un salaire de 1 000 francs aux personnes qu'il emploie, le reste étant complété par l'aide sociale jusqu'à concurrence du minimum vital. Le risque existe que ce marché de l'emploi complémentaire fasse concurrence à l'emploi ordinaire.

tion et incitent les services sociaux à offrir de nouvelles mesures (Tecklenburg, 2006).

Malgré cette agitation, peu de recherches ont été entreprises jusqu'ici en Suisse. D'une part, ce pays est absent des études internationales sur cet objet, qu'elles soient faites par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE, 1999) ou encore le Réseau européen EMES (Borzaga et Defourny, 2001)². D'autre part, au-delà de quelques analyses et évaluations de dispositifs d'insertion suisses, ou encore de quelques organisateurs de programmes et services d'insertion (Gerfin et Lechner, 2000; Tecklenburg, 2000; Wyss, 2000; Da Cunha et Stofer, 2004), des études sur les entreprises sociales proprement dites sont récentes. Nos propres recherches (Tattini Antonin et Bruttin, 2006; Tattini Antonin et Lanza, à paraître) en font partie³.

En plus du manque d'études, l'intérêt pour l'analyse des entreprises sociales en Suisse se justifie par leur dynamique que l'on trouve dans divers pays, où elles sont nombreuses. Comme l'avance l'OCDE,

depuis quelques années, un type particulier d'entreprise, que l'on regroupe sous le nom général d'entreprise sociale, a effectivement émergé au sein du tiers secteur, dont l'importance ne cesse de croître en termes politiques et économiques (OCDE, 1999, p. 9).

Enfin, de par leur importance croissante, on peut penser que les entreprises sociales d'insertion ont un rôle sociétal à jouer. Ainsi, leurs apports méritent d'être étudiés de façon plus approfondie en pointant les obstacles qu'elles peuvent rencontrer à leur développement dans notre pays. Dans la présente contribution, nous nous intéressons aux obstacles liés à leurs relations avec l'Etat et, plus particulièrement, à leur dépendance aux dispositifs et mesures d'insertion publics en engageant des publics affiliés à ces régimes. Avant cela, il est toutefois nécessaire de dire quelques mots sur notre objet d'étude afin de mieux le cerner.

2 L'EMES est un réseau de chercheurs de plusieurs pays dont les initiales signifient «l'émergence des entreprises sociales en Europe, réponse novatrice à l'exclusion sociale en Europe».

3 A côté de nos deux études, dont l'une a été financée par le fonds national de recherche scientifique suisse (fonds DORE) et l'autre par l'Organisation romande pour l'intégration des personnes handicapées (Oriph), on trouve celle de Dunand et Dupasquier (2006) et celle faite par de Jonckheere, Mezzena et Molnarfi (2008).

2. Initiatives d'entreprises sociales d'insertion en Suisse

Etant donné que le concept d'entreprise sociale recouvre des appellations et des statuts juridiques variés selon les pays, mais aussi au sein d'un même contexte national, la grande partie des travaux internationaux a consisté tout d'abord à définir ce terme. En fait, ce dernier représente une synthèse de cette diversité témoignant d'un nouvel entrepreneuriat social.

Une partie de nos études a servi à préciser le concept d'entreprise sociale dans notre pays, puisqu'aucune définition formelle n'existe dans les politiques fédérales et cantonales en matière d'insertion, outre quelques cas locaux (initiatives de villes, monde associatif, etc.).

Pour construire cette définition, nous avons principalement retenu les critères développés par l'OCDE et par l'EMES. Cependant, ces deux études prennent en considération deux types d'entrepreneuriat social ou, plus précisément, deux champs d'activités des entreprises sociales. D'une part, on y trouve les entreprises sociales produisant des biens et services ayant une utilité sociale ou collective (par exemple, des services pour des personnes âgées), mais n'employant pas des personnes en difficultés en leur sein et, d'autre part, les entreprises sociales qui offrent un travail (parfois aussi d'utilité sociale ou collective) à de tels publics. Seul ce dernier cas de figure qui s'inscrit dans le champ dit de l'insertion par le travail nous a intéressées⁴. Les critères choisis pour notre définition des entreprises sociales d'insertion en Suisse reprennent en partie ceux de ces études internationales et sont complétés par des éléments adaptés aux entreprises sociales entrant dans le champ de l'insertion par le travail (Tattini Antonin et Bruttin 2006). Ce qui caractérise ce type d'entreprise est l'engagement de publics en difficultés⁵ en vue de leur réinsertion en leur offrant un travail dans un contexte de production et de vente similaire à celui du marché de l'emploi ordinaire. Ainsi, les entreprises sociales se situent à la recherche d'un équilibre per-

4 Sur la notion d'insertion par le travail, voir Lorient (1999, p. 8); Châtel et Soulet (2002); Castra (2003).

5 La notion de personnes en difficultés renvoie à celle de publics désignés comme difficilement employables sur le marché du travail ou, autrement dit, comme ayant une sorte de handicap socioprofessionnel (manque de qualification, de productivité, etc.) qui les maintiendrait sous un seuil d'employabilité (Remondi, 1999, p. 37). Cette notion est insuffisante pour comprendre l'exclusion: accent mis sur les déficits individuels, risque de stigmatisation, etc. (Gautié 2003, p. 113; Sen, 1992, 1999).

manent entre les contraintes économiques inhérentes à une véritable entreprise et leur mission de réinsertion de personnes touchées par l'exclusion.

A partir de cette définition d'entreprise sociale d'insertion idéal-typique, a ensuite été vérifiée l'existence de cette nouvelle forme d'entrepreneuriat social en Suisse en identifiant des initiatives du terrain pouvant s'y inscrire.

Enfin, en procédant à des comparaisons, pour assurer leur viabilité économique⁶, la majorité des entreprises sociales identifiées se sont saisies – dès leur démarrage ou avec leur développement – des opportunités offertes par des dispositifs ou des mesures d'insertion publics inscrits dans des législations sociales⁷. En échange de leurs prestations d'insertion, elles sont subventionnées par les pouvoirs publics. Cette dépendance aux législations d'insertion détermine pour une large part les publics cibles des entreprises sociales, leur durée de séjour et leur rémunération⁸, ainsi que le type de financement des entreprises sociales elles-mêmes. A cet égard, on trouve d'une part les entreprises sociales qui dépendent principalement des dispositifs de l'assurance-invalidité. Celles-ci offrent un travail productif à des personnes en situation de handicap (connaissant surtout un handicap mental ou psychique) relevant statutairement de ce dispositif et bénéficiant en majorité de rentes d'invalidité. Même si leur placement en milieu ordinaire demeure un objectif, en réalité ces structures fonctionnent davantage comme des lieux d'emploi durable. D'autre part, existent les entreprises sociales qui ont surtout engagé des travailleurs relevant de législations de lutte contre le chômage et l'exclusion (assurance-chômage, lois d'aide sociale, législations spécifiques pour personnes en fin de droits⁹), c'est-à-dire des demandeurs d'emploi bénéficiant de mesures d'insertion. Malgré leur hétérogénéité, ces publics sont souvent considérés comme ayant un handicap dit social face au monde du travail et qu'un passage en entreprise sociale

6 Les coûts de production d'une entreprise sociale sont plus élevés qu'une entreprise privée à but lucratif en raison de son objectif d'insertion, c'est-à-dire l'embauche de publics en difficultés.

7 On trouve aussi quelques entreprises sociales d'insertion qui ne sont pas liées à des dispositifs et mesures d'insertion publics, ou sont en marge. Elles ont davantage choisi une opportunité de marché, ceci pour plusieurs raisons: publics accueillis qui ne dépendent pas de régime de protection sociale, volonté de garantir l'autonomie de l'organisation, publics engagés productifs, etc.

8 La rémunération des publics dépend de la volonté de l'entreprise sociale, de ses moyens financiers et surtout de la marge d'action financière permise par les divers régimes sociaux desquels les travailleurs engagés peuvent dépendre.

9 Parfois en faisant appel à une seule législation, parfois à plusieurs.

d'insertion vise à combler. Ainsi, ces entreprises offrent davantage des places de travail temporaires (aussi en raison des mesures d'insertion limitées dans le temps) à leurs publics en vue de leur réinsertion sur le marché.

3. Le revers d'une dépendance aux dispositifs publics d'insertion

Comme les entreprises sociales helvétiques dépendent en majorité des opportunités liées à des législations d'insertion, elles sont également confrontées à leurs obstacles.

Premièrement, à chaque statut de publics affilié à un régime de protection sociale est lié un financement spécifique avec des exigences souvent diverses et pas toujours cohérentes avec celles des autres bailleurs publics (dépendant de divers départements fédéraux et cantonaux, tels que le social, l'économie, l'instruction publique, la justice), comme les exigences comptables, les diverses formes de contractualisation ou encore les critères d'affectation des ressources publiques (Dunand, 2004, p. 19).

Deuxièmement, le risque d'une diminution des publics attachés à un régime social spécifique existe, ce risque pouvant être lié à un manque de sollicitation des entreprises sociales de la part de services publics placeurs ou à une reprise économique. A ce sujet, les entreprises sociales d'insertion ont vu un changement du profil moyen de leurs travailleurs vers 2002, suite à une embellie économique¹⁰. On y trouve davantage de jeunes sans formation et des personnes qui cumulent divers problèmes socio-sanitaires (maladie psychique, problèmes de dépendance) en plus de leur exclusion du marché du travail. Au total, les personnes les plus faciles à placer (selon la terminologie officielle) ont été les premières à retrouver un emploi, alors que les bénéficiaires les plus en difficultés sont restés au sein des entreprises sociales.

Cette évolution du profil des bénéficiaires a posé plusieurs défis aux entreprises sociales d'insertion:

10 Certes, l'influence de l'environnement économique n'est pas immédiate sur les entreprises sociales d'insertion, ceci notamment en raison du passage possible du bénéficiaire à divers régimes de protection sociale.

- a) Une moindre productivité des publics engagés et, par là même, des entreprises sociales économiquement moins performantes, d'où un moindre degré d'autofinancement et une dépendance plus élevée à des subventionnements provenant des pouvoirs publics.
- b) Un glissement non négligeable des entreprises sociales ayant une conception temporaire ou tremplin de l'emploi vers une logique d'intégration durable, qui se mesure notamment par un prolongement ou un renouvellement de la durée des contrats de séjour des publics.
- c) Une transformation du type d'activités produites par les entreprises sociales avec l'abandon – pour une part des entreprises sociales – de certaines activités économiques qui sont plutôt à haute valeur ajoutée, demandant souvent des compétences physiques (par exemple, dans le domaine de la construction) ou une formation (par exemple, dans les secteurs de la menuiserie, de la serrurerie et de l'électricité), au profit de niches d'activités à moindre valeur ajoutée, ne nécessitant que peu de compétences physiques et de formation (comme ceci est le cas pour certaines activités tertiaires). Ces dernières activités ont une rentabilité souvent faible, limitant le taux d'autofinancement des entreprises sociales. Sans oublier qu'elles doivent rester accessibles à des personnes en difficultés (problème de santé, manque de productivité, rotation élevée, etc.) et leur fournir un volume de travail constant¹¹.

Au total, cet équilibre économique et social n'est pas toujours facile à réaliser. Si les contraintes économiques de l'entreprise sociale prennent le dessus par rapport aux buts sociaux, on se trouve alors face à un risque d'instrumentalisation des bénéficiaires et à leur épuisement, ceci au détriment de l'accompagnement nécessaire à leur réinsertion. Par contre, si les objectifs sociaux pèsent plus lourd dans la balance, on est confronté à un risque de pertes de marchés et d'institutionnalisation de l'exclusion, les entreprises sociales ne jouant plus un rôle de passerelle entre l'exclusion et l'emploi avec le risque pour les publics engagés de ne pas sortir du circuit de la réinsertion. Sans oublier que le statut administratif qui découle du rattachement des publics à des régimes sociaux est la variable principale qui dirige dans quelle mesure ils peuvent ou doivent aller. Lorsqu'ils passent à un autre régime de protection sociale (pour autant qu'ils aient des droits), ils doivent souvent changer d'ateliers / de programmes de réinser-

11 Également pour la mise sur pied de projets de réinsertion fondés sur l'acquisition progressive de capacités et de compétences.

tion, voire même d'institutions sociales. Ce changement se fait souvent au détriment d'un processus de réinsertion continu du bénéficiaire, car il n'est pas aménagé en fonction de la personne et de ses besoins.

4. Manque de reconnaissance de la part des pouvoirs publics

Ces obstacles rencontrés par les entreprises sociales, qui sont liés aux dispositifs d'insertion publics, peuvent être regroupés sous une barrière principale qui est le manque de reconnaissance de leurs apports spécifiques par les acteurs sociétaux, et plus particulièrement par les pouvoirs publics¹².

Premièrement, les entreprises sociales sont soutenues dans leur fonction d'insertion au même titre que les autres organisations entrant dans ce champ et non pas en tant que structure ayant ses spécificités. Ainsi, elles ne reçoivent pas de ressources financières qui leur sont spécifiques, mais liées principalement à des cadres légaux de politiques d'insertion accessibles à l'ensemble des organisateurs embauchant des personnes affiliées à ces régimes.

Deuxièmement, les activités de production sur un marché des entreprises sociales ne sont pas reconnues auprès des services publics. Pourtant, les entreprises sociales sont aussi des entreprises. D'abord, si les dispositifs et mesures d'insertion publics en Suisse reconnaissent cet objectif de production, c'est uniquement pour réaliser l'objectif d'insertion. L'activité productive de ces entreprises n'est pas soutenue en tant que telle (par exemple, par un financement public spécifique).

Troisièmement, la possibilité des entreprises sociales de produire des biens quasi-collectifs (entretien d'espaces publics, services aux personnes âgées, etc.) n'est que peu reconnue par des programmes publics (Nyssen, 2005).

12 Nous nous basons sur deux types de reconnaissance possibles de la part des pouvoirs publics (Conseil Economique et Social, 2001). D'une part, nous abordons la reconnaissance de leur contribution à la mise en œuvre d'une politique publique, ceci par la production de biens et services destinés à la collectivité (perspective économique). D'autre part, nous parlons de la reconnaissance des entreprises sociales comme interlocuteur dans la prise de décision d'une politique publique (perspective politique).

Conclusion

En conclusion, dans le modèle suisse, l'entreprise sociale est quasi réduite à son seul apport social, soit la réinsertion de publics en difficultés, sans considération de ses autres spécificités (production de biens et services sur un marché, création de places de travail, rapports de solidarité, etc.)¹³. Par conséquent, elles ne sont ni considérées comme un partenaire égal au marché et à l'Etat dans leur contribution dans le champ de l'insertion ni comme un interlocuteur dans la prise de décision de politiques les concernant. Toutefois, les entreprises sociales peuvent jouer un rôle actif dans leur reconnaissance en montrant leurs spécificités, dont le caractère multipartenaires pour certaines, en engageant divers acteurs (dont des personnes en difficultés) dans leurs organes décisionnels¹⁴. Contrairement aux relations anonymes du marché et de l'Etat, ces divers publics permettent de mieux appréhender la réalité de l'objectif d'insertion des entreprises sociales et de répondre aux exigences du marché. Ces espaces interrelationnels peuvent ensuite devenir des relais pour faire entrer les demandes des citoyens sur l'agenda politique. Comme le dit Young:

Un espace public démocratique devrait trouver des méthodes permettant de reconnaître et de représenter de façon effective les différentes voix et optiques des groupes opprimés et désavantagés qui en font partie (Young, 1990, p. 184).

En d'autres termes, pour promouvoir l'intégration, il faut concevoir une politique publique non pas pour les désavantagés, mais avec les désavantagés.

Références

- BORZAGA, C. et DEFOURNY, J. (2001). *The Emergence of Social Enterprise*. London & New York: Routledge.
- CASTRA, D. (2003). *L'insertion professionnelle des publics précaires*. Paris: Presses universitaires de France.

13 Toutefois, ce type d'entreprise n'est non plus pas sans risque d'effets pervers.

14 Dans les faits, cette participation reste faible, et particulièrement celle des publics en difficultés. Ceci est dû à plusieurs facteurs: limites des statuts juridiques ne prévoyant pas de telles options, manque de désirs ou de capacités des bénéficiaires à participer à la prise de décision, etc.

- CHÂTEL, V. et SOULET, M. H. (2002). «L'exclusion, la vitalité d'une thématique usée». *Sociologie et sociétés*. XXXIII (2), pp. 175-202.
- CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (2001). *Relations Etat / Secteur associatif. Organisation du partenariat. Cahier 1: Modèle d'analyse*. Genève: Conseil Economique et Social, Rapport n° 15.
- DA CUNHA, A. et STOFER, S. (2004). *Analyse comparative des politiques sociales cantonales de lutte contre la précarité et la prévention de l'exclusion: l'efficacité des mesures*. Résumé des résultats du projet PNR 45, Problèmes de l'Etat social.
- DE JONCKEERE, C., MEZZENA, S. et MOLNARFI, C. (2008). *Les entreprises sociales d'insertion par l'économie. Des politiques, des pratiques, des personnes et des paradoxes*. Genève: Editions IES.
- DUNAND, C. (2004). *Les entreprises d'insertion en Suisse romande: des expériences nombreuses, un dispositif complexe dans un système politique fédéraliste décentralisé*. Montréal: papier présenté lors de la première rencontre internationale d'entreprises d'insertion, 18-22 octobre 2004.
- DUNAND, C. et DUPASQUIER, A. L. (2006). *Travailler pour s'insérer. Des réponses actives face au chômage et à l'exclusion*. Genève: Editions IES.
- GAUTIER, J. (2003). «Marché du travail et protection sociale: quelles voies pour l'après-fordisme?». *Esprit*, 99, pp. 78-115.
- GERFIN, M. et LECHNER, M. (2000). *Evaluationsprogramm Arbeitsmarktpolitik: Oekonomische Evaluation der arbeitsmarktklichen Massnahmen*. Bern: SECO, Publikationen Arbeitsmarktpolitik, Nr. 7.
- LORIO, M. (1999). «Qu'est-ce que l'insertion? Propositions pour la formalisation théorique d'une notion pratique», dans M. LORIO (éd.), *Qu'est-ce que l'insertion? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales*. Paris: L'Harmattan, pp. 7-31.
- NYSSSEN, M. (2005). *Le modèle économique de l'entreprise sociale: démocratie, participation et solidarité*. Barcelone: papier présenté au séminaire européen de réflexion «Le modèle économique de l'entreprise sociale: démocratie, participation et solidarité», 26 et 27 mai 2005.
- OCDE (1999). *Les entreprises sociales*. Paris: OCDE.
- REMONDI, L. (1999). «Représentations du travail et de la pauvreté dans le dispositif RMI», dans M. LORIO (éd.), *Qu'est-ce que l'insertion? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales*. Paris: L'Harmattan, pp. 33-53.
- SEN, A. (1992). *Inequality Reexamined*. Oxford: Oxford University Press.
- (1999). *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- TATTINI ANTONIN, V. et BRUTTIN, M.-D. (2006). *Entreprises sociales d'insertion en Suisse: une première approche*. Québec: Cahiers de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ES).
- TATTINI ANTONIN, V. et LANZA, D. (à paraître). *Analyse des opportunités de la création d'une entreprise sociale d'insertion en lien avec l'Orph*. Vevey: Orph, rapport de recherche.
- TECKLENBURG, U. (2000). *Rapport sur les évaluations des mesures d'insertion professionnelle ou sociale en faveur des chômeurs en fin de droit ou des bénéficiaires de l'aide sociale*. Berne: Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS).

- (2006). *Les entreprises sociales*. Lucerne: Caritas, exposé de la journée thématique «Fonder des entreprises sociales», 25 septembre 2006.
- WYSS, K. (2000). *Evolution des mesures d'intégration de l'aide sociale*. Berne: OFAS, Aspects de la Sécurité Sociale, Rapport de recherche, n° 13 / 00.
- YOUNG, I. (1990). *Justice and the Politics of Difference*. Princeton: Princeton University Press.